

Freitag 01. Mai 2026 18:43:00 Uhr

En Suisse et en Europe, les cours du gaz ne flambent pas, et ce n'est pas forcément bon signe

Richard Etienne

Deux mois après la fermeture du détroit d'Ormuz, où transite une quantité colossale de gaz, les prix en Europe restent contenus. La demande est en effet atone, du fait de la transition énergétique mais aussi de la crise industrielle du continent

Samedi dernier, une nouvelle sanction européenne et suisse à l'égard de la Russie est entrée en vigueur. Bruxelles et Berne ont interdit les contrats de fourniture à court terme de gaz naturel liquéfié (GNL) russe. Il s'agit d'une première étape vers une interdiction générale d'achat de gaz russe en 2027. Elle avait été annoncée en décembre dans un contexte très différent de celui d'aujourd'hui.

La presse a évoqué un «timing difficile» alors que le détroit d'Ormuz, où transitait avant la guerre un cinquième du GNL mondial, est fermé depuis deux mois et que des infrastructures gazières de renom au Qatar auraient été endommagées. Mais la nouvelle sanction n'a pas fait plus de vagues.

Elle survient pendant la «pire crise énergétique de l'histoire», selon l'Agence internationale de l'énergie. Mais là aussi l'impact se fait attendre sur le front du gaz en Europe. Jeudi à la clôture du TTF, un point d'échange néerlandais de référence sur le continent, le mégawattheure gazier valait 45,60 euros pour une livraison le lendemain et 45 euros pour l'hiver prochain. Pour les achats à plus long terme, les tarifs sont moindres: 28,10 euros pour 2028 alors qu'avant la guerre, mi-février, ils étaient à 23,10 euros. On est très loin des records d'il y a 4 ans quand le mégawattheure avait dépassé les 300 euros.

«Crise pétrolière avant d'être gazière»

«Les prix à terme ont évolué mais pas tant que ça, ce qui montre que le marché anticipe une résolution de la crise. Personne n'a intérêt à ce qu'elle se prolonge», estime Frédéric Rivier, le directeur du département négoce de Gaznat, la société chargée d'approvisionner et de transporter le gaz en Suisse occidentale. «C'est une crise pétrolière avant d'être gazière.»

Selon l'Union internationale du gaz, le GNL ne représente pas plus de 14% de la consommation totale de gaz dans le monde. Ce qui transite par le détroit d'Ormuz correspond donc à un cinquième d'une faible part, et s'exporte surtout en Asie. Avant la guerre, 4% du gaz importé en Europe venaient du Qatar, selon la Commission européenne. L'Europe se fournissait surtout en GNL américain et près des deux tiers de son gaz étaient livrés via des gazoducs, de Norvège (30%), d'Afrique du Nord et d'Azerbaïdjan (11%), de sources domestiques (16%) et de Russie (4%).

«Le blocage du détroit d'Ormuz engendre une perturbation dont l'ampleur est sans précédent. Jamais dans l'histoire, les flux d'un cinquième du GNL et du pétrole mondial n'ont été arrêtés si brutalement et pendant si longtemps», estime de son côté Matthieu Auzanneau. L'expert français de la transition énergétique affirme que «les volumes de GNL correspondent à peu près à ceux qui transitent par gazoduc» et se réfère aux chiffres de l'Energy Institute. Ils indiquent qu'en 2024 les exportations de GNL ont porté sur un volume de 544 milliards de m³ et que, par gazoduc, 593 milliards de m³ ont été exportés.

Ondes de choc

«Si les prix du gaz n'ont pas tant augmenté en Europe, c'est parce que la demande européenne a baissé de 20% depuis 2022, du fait de la transition énergétique mais aussi de la récession de l'industrie, surtout allemande», selon Matthieu Auzanneau. «Le blocage du détroit d'Ormuz va générer plusieurs ondes de choc



planétaires, qui vont durer. L'Asie, où se trouvent les principaux acheteurs d'hydrocarbures du Moyen-Orient, a été touchée en premier, mais le reste du monde risque de suivre, avec une vague inflationniste et une hausse des taux d'intérêt», anticipe-t-il.

La demande asiatique a chuté. Celle de la Chine, premier importateur mondial de GNL, devrait atteindre cette année son point le plus bas en huit ans suite à une hausse de la production domestique chinoise et des importations par gazoduc, selon le cabinet Kpler.

En Suisse, la consommation a aussi reculé en 2022 et elle ne s'est pas redressée depuis, selon l'Office fédéral de l'énergie. «Il y a eu une marche d'escalier en 2022 et la crise actuelle pourrait avoir un effet similaire», prédit Frédéric Rivier. En 2024, 45% du gaz étaient consommés par des ménages, un tiers par l'industrie et un cinquième par les services, selon l'OFEN qui indique que 12,3% de la consommation d'énergie finale en Suisse étaient liés au gaz cette année-là (contre 15,1% en 2020).

Les pompes à chaleur grignotent des parts de marché. Dans l'industrie, le groupe Novelis a remplacé en mars un four à gaz par un modèle électrique. Et la Compagnie industrielle de Monthey a baissé sa consommation de gaz en récupérant la chaleur d'une usine d'incinération des déchets à proximité.

«La sécurité d'approvisionnement est actuellement garantie en Suisse», affirme Janos Kick. Le porte-parole de l'Association suisse de l'industrie gazière ajoute que «la grande question est le remplissage des stocks de gaz européens qui affichent des niveaux nettement inférieurs à la moyenne». L'ASIG craint que compte tenu du fait que les prix du gaz tendent à être plus élevés en été qu'en hiver, les incitations économiques pour remplir les stocks manquent.

Stocker en Suisse?

«Tout indique que les stocks seront renouvelés à temps parce que les espaces de stockage ont déjà été largement réservés, tempère Frédéric Rivier. C'est d'autant plus rassurant que suite à la crise de 2022, un accord de solidarité a été signé entre la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, qui favorise les livraisons aux clients protégés (ménages, hôpitaux et secours) entre ces pays en cas de pénurie.» Le cadre de **Gaznat** ajoute qu'une ordonnance du Conseil fédéral, datant de 2022, dit que les gestionnaires du réseau gazier en Suisse doivent stocker en Europe un approvisionnement correspondant à 15% de la consommation du pays.

«C'est essentiel car, en cas de pénurie, les pays voisins peuvent restreindre leurs exportations vers la Suisse», indique Frédéric Rivier, selon lequel disposer d'un espace de stockage de gaz en Suisse «aiderait beaucoup». Des discussions sont en cours entre la Confédération et notamment **Gaznat** en vue de créer une telle infrastructure en Valais.

Avant la guerre en Ukraine, le gaz consommé en Europe venait surtout de Russie par gazoduc. Désormais, il arrive d'abord des Etats-Unis et sous forme liquéfiée et les flux croissent chaque année. Jamais le pays de Trump n'a autant exporté d'hydrocarbures qu'aujourd'hui.

<https://www.letemps.ch/articles/en-suisse-et-en-europe-les-cours-du-gaz-ne-flambent-pas-et-ce-n-est-pas-forcement-bon-signe>